

SOMMAIRE

Association FSD France	1
Rapport moral du président	3
République du Tchad	6
Philippines	9
République centrafricaine	12
Rapport de performance	15
Rapport financier	16

Association FSD France
Athéna 1 Archamps Technopole
72 rue Georges de Mestral
74160 ARCHAMPS, France

Phone: +33 4 50 87 60 50
Email: info@fsdfrance.fr
Web: <https://fsdfrance.fr>

L'association FSD France travaille pour améliorer la sécurité humaine dans des situations précaires marquées par la violence et l'instabilité. Ses activités principales sont la lutte contre les mines antipersonnel et les munitions non-explosées ainsi que la dépollution de sites contaminés.

L'organisation est apolitique et sans but lucratif. Créée en 2008, elle a un statut d'association humanitaire régi par la loi du 1er juillet 1901 et est reconnue comme œuvre d'intérêt général. Les dons à l'association sont donc déductibles de l'impôt sur le revenu.

FSD France a été fondée par des professionnels du déminage et de l'action humanitaire. Son ambition originelle est intacte : apporter de l'aide concrète sur le terrain, là où la population civile est menacée par l'insécurité, l'instabilité et la guerre.

A son siège à Archamps (Haute-Savoie), le fonctionnement de l'organisation est assuré par des bénévoles. Sur le terrain, ce sont des professionnels hautement qualifiés qui mettent en œuvre les projets de l'association. Leur première tâche est de recruter et former des spécialistes locaux. Ils supervisent ensuite les travaux pendant toute la durée des contrats avec les bailleurs de fonds. De par leur nature, les activités menées par les experts expatriés et le personnel national ne sont pas sans risques.

L'association FSD France a un accord de coopération avec l'organisation non-gouvernementale Fondation Suisse de déminage (FSD) basée à Genève (Suisse). Pour ses activités de déminage humanitaire, FSD France utilise les modes opératoires normalisés par celle-ci. Les opérations sur le terrain sont souvent mises en œuvre conjointement par les deux organisations. FSD France porte cependant seule la responsabilité du reporting envers ses propres donateurs.



RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

Cher membres, chères membres,

Ces dernières années, l'association FSD France a mis en oeuvre les contrats suivants :

PAYS	Durée	Contrat	EURO
CAR	06.12.18 - 05.12.21	Renforcement des capacités de gestion administrative et logistique des Forces Armées Centrafricaines en soutien à la mise en œuvre du concept d'Armée de garnison.	3'250'000
	29.10.18 - 28.04.20	Soutenir à Bouar, dans le nord-ouest du pays, la mise en œuvre du concept d'Armée de garnison.	4'200'000
	16.01.17 - 15.07.18	Appui au Ministère de la défense centrafricaine dans sa capacité d'organisation et d'administration en vue de permettre le contrôle civil sur le secteur de la défense.	3'200'000
	15.06.15 - 15.12.16		1'498'450
PHILIPPINES	01.08.18 - 31.07.20	Action antimines. Appui visant à renforcer la paix et la stabilité à Mindanao	1'500'000
	01.05.17 - 31.07.18		1'000'000
	01.09.15 - 28.02.17		1'350'000
	01.01.14 - 31.08.15		875'000
	01.11.12 - 31.12.13		552'098
LIBAN	01.09.10 - 31.05.12	Démontage de sous-munitions au sud du Liban.	989'539
	15.02.08 - 31.12.08		650'000
ANGOLA	18.01.11 - 31.10.16	Expertise IMSMA pour le système de gestion des données liées à la lutte contre les mines en Angola.	550'000
TCHAD	11.09.17 - 10.09.21	Appui au déminage, au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables.	3'154'147

Pendant l'année 2019, FSD France a continué la mise en œuvre de trois programmes financés par la Communauté européenne:

Au **Tchad**, notre équipe a fourni une assistance au département opérationnel du Haut-Commissariat National au Déminage (HCND), lui a aussi apporté des conseils et guidé pour la soumission de leur requête de prolongation des délais prescrits par le traité d'Ottawa. Nos collaborateurs ont également participé à Oslo à la quatrième Conférence des États Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Dans le cadre du HCND, l'équipe de FSD France a continué de former et d'accréditer le personnel dans les domaines de l'administration, de la logistique, des finances et de la gestion du personnel. Voici certains exemples: compétences de base en matière de comptabilité, de contrôle des fiches de personnel, de bases de données et d'administration, des modules de formation aux technologies de l'information, une amélioration des infrastructures pour l'approvisionnement de matériel et logiciel de bureau et de technologie de l'information, le contrôle des fournitures, le contrôle des commandes, de l'essence et des véhicules et un contrôle de la gestion des chefs de département par le directeur. Dans le secteur de l'information, FSD France a continué d'aider le HCND à améliorer sa base de données IMSMA afin d'accroître l'efficacité des missions, la précision des données concernant la contamination et les rapports d'actions de déminage des opérateurs sur le terrain.

Au sud des **Philippines**, à Mindanao, FSD France a conduit des enquêtes non techniques et des vérifications de zones contaminées par les munitions non explosées, assuré une éducation aux risques des munitions non explosées et contribué à l'enquête sur les victimes de ces munitions non explosées. Nos équipes ont effectué 34 rapports d'enquête, organisé 181 sessions d'éducation aux risques pour 20'396 participants et ont identifié 543 victimes de munitions non explosées depuis 2013. Notre travail le plus difficile, mais aussi celui qui a le plus d'impact, est celui de médiation entre les forces militaires gouvernementales qui gardent la responsabilité de la neutralisation des explosifs et des munitions et les communautés locales, afin de faciliter les opérations de neutralisation des munitions non explosées. Outre les aspects opérationnels mentionnés ci-dessus, FSD France continue d'assumer son rôle de facto comme Centre de coordination de l'action contre les mines dans la région, en particulier pour ce qui est de la gestion de la base de données et de l'information, la hiérarchisation des tâches et la planification, avec pour objectif de transférer cette responsabilité à une organisation nationale à l'avenir. L'un des objectifs du projet est de poursuivre l'appui à la formation d'équipes conjointes pour la paix et la sécurité, ce que notre organisation avait déjà commencé en 2018, mais en raison d'un certain nombre de retards bureaucratiques, il ne s'est malheureusement pas passé grand-chose dans ce domaine en 2019.

En **République centrafricaine**, FSD France a travaillé sur deux grands projets pour consolider la stabilité du secteur de la sécurité grâce à une assistance administrative et logistique pour le déploiement et la présence durable des forces armées à Bangui et Bouar. Ce qui à son tour renforce l'ordre public et la sécurité et améliore le quotidien des communautés vulnérables, grâce à des programmes de cohésion sociale, de redressement rapide et de réduction de la violence armée. L'équipe de FSD France essaie également d'inclure les questions de genre et de jeunesse dans tous ses programmes, comme activités transversales, car il est capital d'investir dans ces secteurs pour relever les défis de sécurité, de protection, d'inégalités et du déséquilibre des débouchés économiques et académiques dans de nombreuses sociétés. L'éducation et l'investissement dans la prochaine génération sont les seules stratégies à long-terme qui permettent de faire la différence et de changer la situation. À la fin de 2019, nos représentants ont bien avancé dans la reconstruction du Camp Leclerc à Bouar et la reconstruction de l'infrastructure, d'écoles, de services d'eau et d'électricité, avec de plus une formation à la gestion technique et des installations qui devraient être achevées début 2020. Ceci a d'ores et déjà permis de renforcer la cohésion des communautés dans la région et a permis au gouvernement de donner une image plus chaleureuse de la protection de la ville et de renforcer la confiance du commerce local et de l'économie. C'est la pierre angulaire de la reprise de base, de la restauration des services sociaux de base et de l'économie en général.

Je remercie vivement tous nos collaborateurs, femmes et hommes, dans ces trois contextes, pour leur engagement et leur professionnalisme. Sans eux, il ne nous serait pas possible de mener à bien des projets de cette importance dans des contextes aussi complexes et exigeants.

Hansjörg Eberle
Président
Avril 2020



Le Tchad est un pays sans littoral, enclavé dans la région du Sahel en Afrique centrale, qui est confronté à de nombreux problèmes de sécurité après des années de conflits tant internes qu'avec les pays voisins. Il est également affecté par le changement climatique qui contribue encore à la désertification et à la baisse progressive des eaux du lac Tchad. L'insécurité alimentaire et la malnutrition, les déplacements de populations ainsi que les urgences sanitaires font que plus de 7,5 millions de personnes, soit la moitié de la population du Tchad, vivent dans une vulnérabilité aiguë ou chronique. Ce qui est encore aggravé par le faible niveau de développement, les risques en matière de sécurité et de stabilité régionale et les crises économiques endémiques. Près de 4,3 millions de personnes, dont 51 % de femmes, ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence et d'une aide pour renforcer leurs conditions de subsistance. Le Tchad compte plus de 657'539 personnes déplacées, y compris 449'748 réfugiés et demandeurs d'asile, 124'078 déplacés internes, 81'253 rapatriés tchadiens et 2'460 ressortissants de pays tiers. L'insécurité dans les pays voisins n'encourage pas les populations en déplacement dans la région du Lac, de l'est ou du sud du Tchad à rentrer dans leur pays. Dans la province du Lac, les fréquentes attaques de villages par des groupes armés et les opérations militaires contre ces groupes provoquent de nouveaux déplacements de populations qui ne peuvent plus rentrer chez elles pour des raisons de sécurité.

Depuis 2009, l'insécurité liée à la rébellion du groupe armé Boko Haram et à sa répression s'étend de la province nigériane de Borno au nord-est du pays aux zones frontalières des pays environnants, le Cameroun, le Niger et le Tchad. La crise a frappé progressivement

l'ensemble de la région du lac Tchad, une vaste région transfrontalière de l'Afrique sahélienne, à la croisée des savanes africaines et du désert, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale.

Boko Haram, une secte islamiste qui a évolué en mouvement armé, est un groupe fortement fragmenté qui s'est replié dans les jungles et la "brousse" des pays du lac Tchad et qui continue de mener des attaques, particulièrement des attentats suicide. Etant donné l'immense pauvreté dans la région il est tout à fait plausible que les conditions sociales et politiques soient derrière l'émergence et la radicalisation du groupe. La corruption, les dysfonctionnements de l'État, la répression militaire brutale et la souffrance que cela inflige à la population locale sont parmi les facteurs clefs à l'origine de l'insurrection et de sa survie.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir l'action de FSD France au Tchad, qui œuvre dans un environnement difficile pour appuyer le secteur d'actions contre les mines ainsi que la communauté humanitaire élargie. La contamination du Tchad par les mines est essentiellement le résultat de l'invasion libyenne de 1973 et de trente ans de conflits internes. Le plan d'action antimines du Tchad pour la période 2014-2019 indique que, sur la base d'une enquête technique nationale effectuée entre 2010 et 2012 et complétée par les informations disponibles jusqu'à mai 2014, le pays est confronté à 787 zones dangereuses qui s'étendent sur 1236 km². En raison de cette contamination considérable, l'Union européenne a décidé d'apporter une aide substantielle et durable à la lutte contre les mines au Tchad et finance un projet en consortium appelé PRODECO qui comprend 4 organisations: le SECADEV (Secours catholique et développement), une ONG locale d'aide aux victimes, Handicap



International et le MAG (Mines Advisory Group) qui conduisent des opérations de déminage manuel ou mécanique dans différentes zones affectées et FSD France qui soutient les autorités dans tous les domaines techniques, pour la coordination et pour l'élaboration d'une stratégie.

Tout au long de 2019, FSD France a continué d'apporter son appui aux autorités d'action antimines (HCND - Haut-Commissariat National de Déminage). Le projet est destiné à mener des opérations de lutte antimines dans le Bourkou, l'Ennedi, le Tibesti et les provinces du lac Tchad au Tchad. Handicap International déploie également des activités socio-économiques et de développement dans les provinces de Bourkou et Ennedi, tandis que le SECADEV conduit les opérations d'assistance aux victimes.

En 2018 le projet a connu un retard considérable dans les opérations sur le terrain; malheureusement ces délais ont perduré en 2019, avec très peu d'activités de déminage. FSD France a continué avec succès son projet de soutien de l'autorité nationale de gestion de l'information (IMSMA) avec des projets de logistique, d'administration, de soutien technique au déminage et d'assurance de la qualité.

En 2019, FSD France a notamment fourni une assistance au département opérationnel du HCND, et les a conseillés et guidés pour la soumission de leur requête de prolongation des délais prescrits par le traité d'Ottawa. Nous avons également participé avec eux à Oslo à la quatrième Conférence des États Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Dans le cadre du HCDN, FSD France a continué de former et d'accréditer le personnel dans les domaines de l'administration, de la logistique, des finances et de la gestion du personnel. Voici certains

exemples: compétences de base en matière de comptabilité, de contrôle des fiches de personnel, de bases de données et d'administration, des modules de formation aux technologies de l'information, une amélioration des infrastructures pour l'approvisionnement de matériel et logiciel de bureau et de technologie de l'information, le contrôle des fournitures, le contrôle des commandes, de l'essence et des véhicules et un contrôle de la gestion des chefs de département par le directeur.

Dans le secteur de l'information, FSD France a continué d'aider la HCND à améliorer sa base de données IMSMA afin d'accroître l'efficacité des missions, la précision des données concernant la contamination et les rapports d'actions de déminage des opérateurs sur le terrain.

En 2020, FSD France poursuivra son soutien et prévoit d'élargir les visites sur le terrain à ses homologues du HCND et des autres ONG sur place. Les années 3 et 4 du Consortium Prodeco serviront à mettre en oeuvre et à contrôler les précieux enseignements tirés lors de la mise en place de processus, de procédures et de systèmes de gestion au sein du HCND et de les mesurer à l'aune de la réalité sur le terrain. Le secteur de l'action antimines au Tchad est confronté à de nombreux défis et ceux-ci perdureront bien après la fin de ce projet de quatre ans. En fait, il faudrait au sein du gouvernement tchadien une approche multisectorielle et interministérielle de la question pour pouvoir vraiment résoudre les problèmes de l'action contre les mines. Malheureusement ce ne sera pas le cas dans le proche avenir en raison des différentes menaces nationales et régionales à la sécurité, de l'échec économique, de la corruption, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition pour n'en citer que quelques-uns.

L'île de Mindanao, au sud des Philippines, connaît depuis des décennies un conflit entre les différents groupes rebelles indigènes, essentiellement musulmans, et le gouvernement des Philippines. A la suite d'un certain nombre d'accords de paix signés avec les deux principaux groupes rebelles en 1996 (Moro National Liberation Front) et 2012 et 2014 (Moro Islamic Liberation Front), l'évolution vers l'autonomie de la région s'est lentement accélérée. FSD France, avec l'appui de l'Union européenne apporte depuis 2012 son concours au processus de paix au Mindanao.

Malheureusement, ce ne sont pas tous les groupes armés du Mindanao occidental qui ont signé le processus de paix. L'action des insurgés continue de semer tout au long de l'année l'insécurité dans la zone et l'accès à certaines régions peut être restreint chaque fois qu'il y a des affrontements entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales. S'y ajoute la violence endémique qui se fait sentir aussi bien au niveau politique que clanique ou criminel, ce qui rend le travail dans des communautés reculées plus que difficile. Cette violence et ces conflits persistants aggravent encore le problème de contamination par les munitions explosives.

2019 a été une année de transition politique dans les zones touchées par le conflit dans le Mindanao occidental. La loi organique Bangsamoro a été ratifiée par un plébiscite en deux étapes (janvier et février) et la transition vers la Région autonome de Bangsamoro en Mindanao musulmane a commencé le 26 février. FSD France continue de fournir une assistance à l'action contre les mines à la nouvelle autorité transitoire du Bangsamoro, pendant la période de transition qui devrait se terminer en 2022.

Au cours de de l'année, FSD France a conduit des enquêtes non techniques et des vérifications de zones contaminées par les munitions non explosées, assuré une éducation aux risques des munitions non explosées et contribué à l'enquête sur les victimes de ces munitions non explosées. FSD France a effectué 34 rapports d'enquête, organisé 181 sessions d'éducation aux risques pour 20'396 participants et a identifié 543 victimes de munitions non explosées depuis 2013. Le travail le plus difficile de FSD France -mais c'est aussi celui qui a le plus d'impact- est un travail de médiation entre les forces militaires gouvernementales qui gardent la responsabilité de la neutralisation des explosifs et des munitions et les communautés locales, afin de faciliter les opérations de neutralisation des munitions non explosées.



Outre les aspects opérationnels mentionnés ci-dessus, FSD France a continué d'assumer son rôle de facto comme Centre de coordination de l'action contre les mines dans la région, en particulier pour ce qui est de la gestion de la base de données et de l'information, la hiérarchisation des tâches et la planification, avec pour objectif de transférer cette responsabilité à une organisation nationale à l'avenir. FSD France organise un séminaire multipartite début 2020, présidé par le Centre régional de l'action contre les mines de l'ASEAN afin de définir les grandes lignes pour créer un tel centre de coordination.

L'un des objectifs du projet est certes de poursuivre l'appui à la formation d'équipes conjointes pour la paix et la sécurité, ce que FSD France avait déjà commencé en 2018, mais en raison d'un certain nombre de retards bureaucratiques il ne s'est pas passé grand-chose dans ce domaine en 2019.

Le programme se poursuivra en 2020 et mettra l'accent opérationnel sur son activité de base de lutte antimines: enquêtes non techniques, vérification des munitions non explosées, facilitation des tâches ponctuelles de neutralisation d'engins explosifs (EOD), éducation aux risques des munitions non explosées (EORE) avec,

probablement, une plus grande priorité accordée à l'assistance aux victimes et l'enregistrement et le contrôle des incidents dûs aux munitions non explosées. Le projet en cours se termine le 31 juillet 2020 sans perspective de nouveau financement par un Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de l'Union européenne. Des efforts sont actuellement déployés pour tenter de convaincre les représentants de la Coopération au développement de l'UE (DEVCO) d'inclure les programmes d'action contre les mines de FSD France dans les priorités de leurs nouvelles décisions de financement qui visent également à promouvoir la stabilité et la paix à Bangsamoro.

FSD France a travaillé en 2019 aux côtés de la Campagne des Philippines pour interdire les mines, du ministère de l'éducation et du ministère du travail et des affaires sociales.

Toutes les opérations au Mindanao en 2019 ont été financées par l'Union européenne dans le cadre de son Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP). Les activités de l'action contre les mines de FSD France ont été un moyen utile et neutre qui a permis de renforcer la confiance entre les parties au processus de paix.

Pendant des décennies, la République centrafricaine a connu des conflits, des situations d'urgence humanitaire et l'instabilité politique. Depuis le début de 2015, le gouvernement sous la présidence de M. Faustin Archange Touadera, avec l'assistance de la communauté internationale, a dû faire face à des défis majeurs pour assurer la pacification de tout le pays. En 2016, l'Union européenne, la Banque mondiale et les Nations unies ont, sur demande du président nouvellement élu, aidé le gouvernement à faire une évaluation de ses besoins en matière d'instauration de la paix et de consolidation de la paix. Les actions nécessaires ont ensuite été réparties en trois piliers: soutien de la paix, sécurité et réconciliation; renouvellement du contrat social entre l'État et la population; promotion de la reprise économique et renforcement du secteur productif. Les résultats de cette évaluation ont été intégrés dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021 (RCPCA).

En 2017, des progrès ont été réalisés dans le secteur de la réforme de la sécurité (RSS), avec l'élaboration d'une stratégie RSS nationale dans le cadre du Plan de défense national (PDN). Malgré tous ces efforts, la situation sécuritaire reste fragile dans de nombreuses régions du pays et l'insécurité continue de sévir à haut niveau dans les provinces périphériques.

Ce qui restreint également la marge de manoeuvre des ONGs, entrave le redéploiement de l'État et empêche le retour à la vie normale des populations affectées et des personnes déplacées. Alors qu'une majorité de groupe armés se sont montrés prêts à déposer les armes en échange de compensations ou de leur incorporation dans un corps en uniforme, il est clair que, sur le terrain, la compétition pour les ressources et le contrôle du territoire reste forte et est parfois attisée par d'anciennes rivalités ethniques. En même temps, la méfiance s'est progressivement installée entre la majorité chrétienne/animiste et la minorité musulmane en raison de l'impunité de la violence des groupes armés et de l'attitude de plus en plus hostile des tribus pastorales du Tchad et du Soudan pendant leur déplacements en République centrafricaine.

FSD France a ouvert des bureaux à Bangui en février 2014 et ses premières opérations se sont concentrées sur la sensibilisation et l'éducation aux risques des engins explosifs et des mines ainsi que sur des campagnes de réduction de la violence armée. En 2015, FSD France a élargi son mandat en République centrafricaine au relèvement et à la stabilité post conflit avec des projet spécifiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et des projets de réforme du secteur de la sécurité (RSS). Ceci a été possible grâce au financement du PNUD pour la réhabilitation



de l'infrastructure du camp militaire de Kassaï à Bangui et en 2015-2016 et 2017-2018 et par deux projets financés par l'Union européenne pour soutenir l'organisation et l'administration du ministère centrafricain de la défense. En parallèle, avec un financement du Fonds humanitaire commun, FSD France a mis en oeuvre un projet pour réduire la violence armée à Ouham Pende, au nord-est du pays.

En 2019-2020, FSD France travaille sur deux grands projets financés par l'Union européenne pour consolider la stabilité du secteur de la sécurité grâce à une assistance administrative et logistique pour le déploiement et la présence durable des forces armées à Bangui et Bouar. Ce qui à son tour renforce l'ordre public et la sécurité et améliore le quotidien des communautés vulnérables, grâce à des programmes de cohésion sociale, de redressement rapide et de réduction de la violence armée.

FSD France essaie également d'inclure les questions de genre et de jeunesse dans tous ses programmes, comme activités transversales, car il est capital d'investir dans ces secteurs pour relever les défis de sécurité, de protection, d'inégalités et du déséquilibre des débouchés économiques et académiques dans de nombreuses sociétés. L'éducation et l'investissement dans la prochaine génération sont les seules stratégies à long-terme qui permettent de faire la différence et de changer la situation.

A la fin de 2019, FSD France a bien avancé dans la reconstruction du Camp Leclerc à Bouar et la reconstruction de l'infrastructure, d'écoles, de services d'eau et d'électricité, avec de plus une for-

mation à la gestion technique et des installations qui devraient être achevées début 2020. Ceci a d'ores et déjà permis de renforcer la cohésion des communautés dans la région et a permis au gouvernement de donner une image plus chaleureuse de protection de la ville et de renforcer la confiance du commerce local et de l'économie. C'est la pierre angulaire de la reprise de base, de la restauration des services sociaux de base et de l'économie en général. En 2020 et 2021, FSD France continuera à développer les infrastructures communautaires autour du Camp Leclerc, avec de nouveaux projets de services d'eau et d'électricité et une formation pour la reconversion des anciens combattants.

A Bangui, FSD France continue d'assurer la réhabilitation des infrastructures gouvernementales dans le domaine de la gestion des ressources humaines, de la gestion du personnel du secteur de la sécurité avec un système de réseau IT, une formation à son utilisation et le développement des capacités pour entretenir et maintenir le système. EN 2020 et 2021, FSD France passera à la deuxième et troisième phase de ce projet de développement qui permettront de réhabiliter les ateliers de menuiserie et d'artisanat, les installations de maintenance et réparation des véhicules ainsi qu'une formation pour la reconversion et la réhabilitation des anciens combattants à Bangui. Toutes ces activités sont intégrées afin de renforcer le déploiement à long terme et la projection des forces de sécurité au delà de Bangui dans des régions moins sûres afin que les communautés puissent continuer à reconstruire et à se relever.

FSD France compte à ce jour des membres actifs - ou adhérents - provenant d'une dizaine de pays, qui se réunissent tous les ans lors d'une Assemblée générale qui prend la forme d'un forum internet. Le Bureau se réunit quant à lui deux fois par an pour évaluer et décider des défis de réalisation et de développement des projets opérationnels.

Le bureau est composé des personnes suivantes :

Hansjoerg Eberle, Président, 2008 - 2021

Benedikt Truniger, Vice-Président, 2008 - 2021

Friedrich Meyer, Membre, 2016 - 2022

En 2019, au niveau de la performance opérationnelle, FSD France a :

- Effectué 34 rapports d'enquête, organisé 181 sessions d'éducation aux risques des munitions non explosées pour 20'396 participants et identifié 543 victimes d'explosions non-contrôlées ;
- Partiellement complété la réhabilitation d'un camp entier à Bouar, y compris les infrastructures, écoles, du service d'eau et d'électricité et la formation du personnel technique qui s'occupera de l'entretien ;
- Continué la formation de 46 collaborateurs d'une autorité nationale dans les tâches opérationnelles et dans la gestion administrative, logistique et informatique.

Enfin, toujours en 2019, FSD France a passé un audit de surveillance de sa certification ISO 9001:2015, qui couvre les domaines des programmes d'action antimines et la gestion globale des projets, ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés. Aucune réserve ni commentaire significatif n'ont été formulés dans le rapport d'audit.

BILAN au 31.12.2019

MONTANTS EN EURO	2019	2018
Actif circulant et ressources reportées	1'703'084	4'769'415
Fonds propres	264'935	241'833
Dettes	532'395	4'527'582

COMPTE DE RÉSULTAT au 31.12.2019

MONTANTS EN EURO	2019	2018
Produits d'exploitation	5'125'450	3'216'387
Produits financiers	288'272	221'809
Charges d'exploitation	5'323'404	3'346'430
Charges financières	15'985	10'528
Résultat d'exploitation	75'333	81'239

Méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Petits matériels de faible valeur

L'entreprise comptabilise en charges les matériels, outillages et matériels de bureau dont la valeur unitaire hors taxes est inférieure à 500 Euros.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthodes

Les subventions reçues par l'association pour les actions qui n'étaient pas encore réalisées étaient classées en subventions reçues d'avance, puis intégrées sur l'exercice suivant au compte subvention lorsqu'elles étaient utilisées.

À partir de cet exercice, les subventions non utilisées sont classées au crédit d'un compte fonds dédiés par le débit du compte de charges "report en fonds dédiés".

Lors de l'utilisation des fonds, pour la réalisation des opérations pour lesquelles ces fonds ont été versés, la reprise du report des fonds dédiés est classée dans le compte utilisation des fonds dédiés.

